

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 99 — 1823

[C - 99/00472]

### 13 MAI 1999. — Loi portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE Ier. — Disposition générale

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

#### CHAPITRE II. — Champ d'application

**Art. 2.** La présente loi est d'application aux membres du personnel du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique des services de police et de l'inspection générale respectivement visés aux articles 116 et 143 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, à l'exception des membres du personnel en service en vertu d'un contrat de travail.

#### CHAPITRE III. — Les transgressions disciplinaires

**Art. 3.** Tout acte ou comportement, même en dehors de l'exercice de la fonction, qui constitue un manquement aux obligations professionnelles ou qui est de nature à mettre en péril la dignité de la fonction, est une transgression disciplinaire et peut donner lieu à une sanction disciplinaire.

#### CHAPITRE IV. — Les sanctions disciplinaires

**Art. 4.** Les sanctions disciplinaires légères sont :

- 1° l'avertissement;
- 2° le blâme;
- 3° la retenue de traitement;
- 4° la suspension par mesure disciplinaire de maximum quinze jours.

**Art. 5.** Les sanctions disciplinaires lourdes sont :

- 1° la suspension par mesure disciplinaire de plus de quinze jours;
- 2° la rétrogradation dans l'échelle de traitement;
- 3° la rétrogradation dans le grade;
- 4° la démission d'office;
- 5° la révocation.

**Art. 6.** Le Roi détermine les modalités relatives à l'exécution des sanctions disciplinaires.

**Art. 7.** Lorsque plusieurs transgressions disciplinaires sont imputées à un membre du personnel, une seule procédure peut être entamée à sa charge qui ne peut déboucher que sur une seule sanction disciplinaire.

Si une nouvelle transgression disciplinaire est imputée au membre du personnel en cours de procédure disciplinaire, une nouvelle procédure est entamée sans que la procédure déjà engagée ne soit interrompue pour autant.

En cas de connexité cette nouvelle transgression disciplinaire est toutefois examinée lors de la procédure en cours.

**Art. 8.** Les membres du personnel qui, dans des circonstances graves et urgentes, dans le cadre de la préparation ou de l'exécution d'une mission de police administrative ou de police judiciaire, refusent d'obéir aux ordres de leurs supérieurs ou s'abstiennent sciemment de les exécuter, encourent une sanction disciplinaire lourde. Toutefois un ordre manifestement illégal ne peut être exécuté.

**Art. 9.** L'avertissement est la mise en demeure que l'autorité disciplinaire adresse à un membre du personnel.

**Art. 10.** Le blâme est la désapprobation formelle que l'autorité disciplinaire adresse à un membre du personnel.

## MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 99 — 1823

[C - 99/00472]

### 13 MEI 1999. — Wet houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepaling

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

#### HOOFDSTUK II. — Toepassingsgebied

**Art. 2.** Deze wet is van toepassing op de personeelsleden van het operationeel kader en van het administratief en logistiek kader van de politiediensten en de algemene inspectie bedoeld in respectievelijk de artikelen 116 en 143 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, met uitzondering van de personeelsleden in dienst genomen bij een arbeidsovereenkomst.

#### HOOFDSTUK III. — De tuchtvergrijpen

**Art. 3.** Elke handeling of gedraging, zelfs buiten de uitoefening van het ambt, die een tekortkoming aan de beroepslichten uitmaakt of die van aard is de waardigheid van het ambt in het gedrang te brengen, is een tuchtvergreep en kan aanleiding geven tot het opleggen van een tuchtstraf.

#### HOOFDSTUK IV. — De tuchtstraffen

**Art. 4.** De lichte tuchtstraffen zijn :

- 1° de waarschuwing;
- 2° de blaam;
- 3° de inhouding van wedde;
- 4° de schorsing bij tuchtmaatregel van ten hoogste vijftien dagen.

**Art. 5.** De zware tuchtstraffen zijn :

- 1° de schorsing bij tuchtmaatregel van meer dan vijftien dagen;
- 2° de terugzetting in weddeschaal;
- 3° de terugzetting in graad;
- 4° het ontslag van ambtswege;
- 5° de afzetting.

**Art. 6.** De Koning bepaalt de nadere regels inzake de uitvoering van de tuchtstraffen.

**Art. 7.** Wanneer aan een personeelslid meer dan één tuchtvergreep wordt toegerekend, kan tegen dat personeelslid slechts één tuchtprocedure worden aangespannen die slechts aanleiding kan geven tot één enkele tuchtstraf.

Wanneer aan het personeelslid in de loop van een tuchtprocedure een nieuw tuchtvergreep wordt toegerekend, wordt wegens dat tuchtvergreep een nieuwe tuchtprocedure aangespannen, zonder dat de lopende procedure daardoor gestuit wordt.

In geval van samenhang wordt het nieuwe tuchtvergreep evenwel behandeld tijdens de lopende procedure.

**Art. 8.** De personeelsleden die, in ernstige en dringende omstandigheden in het raam van de voorbereiding of de uitvoering van een opdracht van bestuurlijke of van gerechtelijke politie, weigeren aan de bevelen van hun oversten te gehoorzamen of er zich met opzet van onthouden die uit te voeren, worden bestraft met een zware tuchtstraf. Een kennelijk onwettig bevel mag evenwel niet worden uitgevoerd.

**Art. 9.** De waarschuwing is de aanmaning die de tuchtverheid aan een personeelslid richt.

**Art. 10.** De blaam is de formele afkeuring die de tuchtverheid aan een personeelslid richt.

**Art. 11.** La retenue de traitement est appliquée durant au maximum deux mois et s'élève au moins à deux pour cent et au plus à dix pour cent du traitement mensuel brut, dû pour le mois durant lequel la sanction disciplinaire fut portée à la connaissance du membre du personnel.

L'application de cette sanction ne peut avoir, pour le membre du personnel en cause, aucune autre conséquence pécuniaire que celle fixée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Cette sanction disciplinaire peut préciser qu'elle est exécutée au moyen de prestations non rémunérées; deux pour cent correspondant à trois heures.

**Art. 12.** Si la suspension par mesure disciplinaire est prononcée comme sanction disciplinaire légère elle s'élève à une période d'un maximum de quinze jours. Si elle est prononcée comme sanction disciplinaire lourde elle s'élève au maximum à trois mois. Elle place l'intéressé en position de non-activité.

La suspension par mesure disciplinaire a, tant qu'elle dure, pour conséquence, une perte de traitement de vingt-cinq pour cent du traitement brut pour les quinze premiers jours de suspension et de quarante pour cent à partir du seizième jour. L'autorité garantit à l'intéressé un traitement net dont le montant est égal au minimum de moyens d'existence tel que fixé par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence. En cas de prestations à temps partiel ce montant est limité à concurrence de l'importance des prestations.

**Art. 13.** La rétrogradation dans l'échelle de traitement consiste en l'attribution à un membre du personnel d'une échelle de traitement qui est immédiatement inférieure à la sienne, avec maintien de son ancienneté. La rétrogradation a également pour effet que le membre du personnel conserve cette même échelle durant les deux années suivantes.

Si le membre du personnel à qui cette sanction est infligée, se trouve dans la première échelle de son grade au moment où la sanction est infligée, la rétrogradation, implique qu'il perd durant les deux années suivantes le droit au paiement des augmentations intercalaires et à l'augmentation d'échelle de traitement, tout en conservant son ancienneté.

La rétrogradation dans l'échelle de traitement prend effet à partir du premier du mois qui suit celui au cours duquel cette sanction est portée à la connaissance de l'intéressé.

**Art. 14.** La rétrogradation dans le grade consiste en l'attribution au membre du personnel du grade immédiatement inférieur au sien, avec maintien de son ancienneté.

Si le membre du personnel à qui cette sanction est infligée est revêtu du premier grade du cadre le plus bas, au moment où la sanction est appliquée, la rétrogradation implique une perte d'ancienneté de trois ans.

La rétrogradation prend effet à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel cette sanction est portée à la connaissance de l'intéressé. Elle implique que le membre du personnel ne peut être nommé à un grade supérieur pendant les cinq ans qui suivent.

Si l'intéressé est revêtu de la qualité d'officier de police judiciaire ou d'officier de police administrative et si ces deux qualités ou l'une d'entre elles ne sont pas attribuées aux titulaires du grade dans lequel l'intéressé est rétrogradé, la rétrogradation entraîne la perte de ces qualités. Si certains titulaires du grade dans lequel l'intéressé est rétrogradé sont revêtus de l'une ou l'autre de ces qualités, l'autorité disciplinaire décide si le membre du personnel concerné conserve cette qualité.

**Art. 15.** La démission d'office fait perdre la qualité de membre du personnel.

**Art. 16.** La révocation fait perdre à l'intéressé sa qualité de membre du personnel et constitue, en ce qui concerne les conséquences au plan de la pension, la sanction disciplinaire la plus lourde.

#### CHAPITRE V. — *La procédure disciplinaire*

##### Section 1<sup>re</sup>. — Les autorités compétentes

**Art. 17.** Les autorités disciplinaires sont d'une part, les autorités disciplinaires ordinaires et d'autre part, les autorités disciplinaires supérieures.

L'autorité disciplinaire ordinaire inflige les sanctions disciplinaires légères. L'autorité disciplinaire supérieure peut infliger les sanctions disciplinaires légères et lourdes.

**Art. 11.** De inhouding van wedde wordt toegepast gedurende ten hoogste twee maanden en bedraagt ten minste twee percent en ten hoogste tien percent van de brutomaandwedde, verschuldigd voor de maand waarin de tuchtstraf ter kennis werd gebracht van het personeelslid.

De toepassing van deze straf mag voor het betrokken personeelslid geen andere geldelijke gevolgen hebben dan die welke in het eerste lid zijn bepaald.

Deze tuchtstraf kan bepalen dat zij wordt uitgevoerd door middel van onbezoldigde prestaties, waarbij twee percent overeenstemt met drie uren.

**Art. 12.** De schorsing bij tuchtmaatregel wordt, indien opgelegd als lichte tuchtstraf, uitgesproken voor ten hoogste vijftien dagen. Indien zij wordt opgelegd als zware tuchtstraf, bedraagt zij ten hoogste drie maanden. Zij plaatst betrokkene in de stand van non-activiteit.

De schorsing bij tuchtmaatregel heeft zolang zij duurt, een weddeverlies tot gevolg van vijftientig percent van de brutowedde gedurende de eerste vijftien dagen van de schorsing en van veertig percent vanaf de zestiende dag. De overheid garandeert aan de betrokkene een nettowedde gelijk aan het bedrag van het bestaansminimum zoals dat wordt vastgelegd krachtens de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum. In geval van deeltijdse prestaties wordt dit bedrag evenredig met de omvang van de prestaties beperkt.

**Art. 13.** De terugzetting in weddeschaal bestaat in de toekenning aan een personeelslid van een weddeschaal die onmiddellijk lager is dan de zijne, met behoud van zijn anciënniteit. De terugzetting houdt tevens in dat het personeelslid gedurende de twee navolgende jaren diezelfde weddeschaal behoudt.

Bevindt het personeelslid aan wie deze tuchtstraf is opgelegd zich, op het ogenblik dat de straf wordt toegepast, in de eerste schaal van zijn graad, dan houdt de terugzetting in dat het, met behoud van zijn anciënniteit, gedurende de twee navolgende jaren het recht verliest op de uitbetaling van de tussentijdse verhogingen en op verhoging van weddeschaal.

De terugzetting in weddeschaal gaat in vanaf de eerste van de maand die volgt op die waarin deze tuchtstraf aan de betrokkene is ter kennis gebracht.

**Art. 14.** De terugzetting in graad bestaat in de toekenning aan het personeelslid van de graad die onmiddellijk lager is dan de zijne, met behoud van zijn anciënniteit.

Bekleedt het personeelslid aan wie deze tuchtstraf is opgelegd de aanvangsgraad van het laagste kader op het ogenblik dat de straf wordt toegepast, dan heeft de terugzetting in graad een verlies van anciënniteit van drie jaar tot gevolg.

De terugzetting gaat in vanaf de eerste dag van de maand die volgt op die waarin deze tuchtstraf aan de betrokkene ter kennis is gebracht. Zij houdt in dat het personeelslid gedurende de vijf navolgende jaren niet kan worden bevorderd tot een hogere graad.

Indien de betrokkene de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie of van officier van bestuurlijke politie bezit en indien één of beide van die hoedanigheden niet zijn toegekend aan de titularissen van de graad waarin betrokkene is teruggezet, dan heeft de terugzetting in graad het verlies van deze hoedanigheden tot gevolg. Indien slechts sommige titularissen van de graad waarin betrokkene is teruggezet, bekleed zijn met de ene of de andere hoedanigheid, dan beslist de tuchtverheid of het betrokken personeelslid die hoedanigheden behoudt.

**Art. 15.** Het ontslag van ambtswege heeft het verlies van de hoedanigheid van personeelslid tot gevolg.

**Art. 16.** De afzetting heeft het verlies tot gevolg van de hoedanigheid van personeelslid en is, voor wat de gevolgen op pensioengebied betreft, de zwaarste tuchtstraf.

#### HOOFDSTUK V. — *De tuchtprocedure*

##### Afdeling 1. — De bevoegde overheden

**Art. 17.** De tuchtverheden zijn enerzijds de gewone tuchtverheden en anderzijds de hogere tuchtverheden.

De gewone tuchtverheid legt de lichte tuchtstraffen op. De hogere tuchtverheid kan de lichte en de zware tuchtstraffen opleggen.

**Art. 18.** Tant qu'il n'y a pas de prononcé par l'autorité disciplinaire ordinaire, l'autorité disciplinaire supérieure peut évoquer ou continuer une affaire.

**Art. 19.** L'autorité disciplinaire ordinaire est :

1° en ce qui concerne les membres du personnel de la police locale :

a) pour les membres des cadres de base et moyen et les membres du personnel d'un niveau autre que le niveau 1 : le chef de corps;

b) pour les membres du cadre des officiers, le chef de corps et les membres du personnel de niveau 1 : le bourgmestre ou, selon le cas, le collège de police;

2° en ce qui concerne les membres du personnel de la police fédérale :

a) pour les membres des cadres de base et moyen et les membres du personnel d'un niveau autre que le niveau 1 : le chef de service;

b) pour les membres du cadre des officiers et les membres du personnel de niveau 1 : le directeur général;

c) pour les directeurs généraux et le commissaire général : les ministres de l'Intérieur et de la Justice, agissant conjointement à cet effet;

3° en ce qui concerne les membres du personnel de l'inspection générale :

a) pour les membres des cadres de base et moyen et les membres du personnel d'un niveau autre que le niveau 1 : l'inspecteur général;

b) pour l'inspecteur général, les membres du cadre des officiers et les membres de niveau 1 : les ministres de l'Intérieur et de la Justice agissant conjointement à cet effet.

**Art. 20.** L'autorité disciplinaire supérieure est :

1° en ce qui concerne les membres du personnel de la police locale :

a) pour les membres des cadres de base et moyen, pour les officiers non visés au b), et tous les membres du personnel du cadre administratif et logistique : le bourgmestre, ou selon le cas, le collège de police. Pour les officiers non visés au b), le bourgmestre ou le collège de police peut décider, à chaque stade de la procédure, de se dessaisir de l'affaire au profit du ministre de l'Intérieur;

b) pour les officiers supérieurs et le chef de corps : le ministre de l'Intérieur;

2° en ce qui concerne les membres de la police fédérale :

a) pour les membres des cadres de base et moyen et les membres du personnel d'un niveau autre que le niveau 1 : le directeur général;

b) pour les membres du cadre des officiers et les membres du personnel de niveau 1 : le ministre de l'Intérieur;

c) pour les directeurs généraux et le commissaire général : les ministres de l'Intérieur et de la Justice, agissant conjointement à cet effet;

3° en ce qui concerne les membres du personnel de l'inspection générale : les ministres de l'Intérieur et de la Justice, agissant conjointement à cet effet.

**Art. 21.** À l'exception des fonctionnaires de liaison visés à l'article 105, alinéa 4, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, les sanctions disciplinaires légères sont prononcées, dans le cas où un fonctionnaire de police est détaché dans un autre corps ou service, par l'autorité disciplinaire du corps ou service, où le membre du personnel concerné est détaché. Les sanctions disciplinaires lourdes sont dans ce cas prononcées par l'autorité disciplinaire supérieure du service d'origine, à la demande du service où le membre du personnel concerné est détaché.

**Art. 22.** En cas de mutation ou de transfert d'un corps de police vers un autre corps de police ou d'un service vers un autre service, seule l'autorité disciplinaire du nouveau corps ou du nouveau service, selon le cas, est compétente pour entamer ou poursuivre une procédure disciplinaire.

**Art. 23.** Si le membre du personnel qui fait l'objet d'une procédure disciplinaire était au moment des faits, membre de l'inspection générale, les autorités compétentes sont toujours les autorités disciplinaires visées à l'article 19, 3°, et 20, 3°.

**Art. 18.** Zolang er nog geen uitspraak van de gewone tuchtoverheid is, kan de hogere tuchtoverheid een zaak evoceren en voortzetten.

**Art. 19.** De gewone tuchtoverheid is :

1° wat de personeelsleden van de lokale politie betreft :

a) voor de leden van het basis- en middenkader en de personeelsleden van een ander niveau dan het niveau 1 : de korpschef;

b) voor de leden van het officierskader, de korpschef en de personeelsleden van niveau 1 : de burgemeester of, naargelang van het geval, het politiecollege;

2° wat de personeelsleden van de federale politie betreft :

a) voor de leden van het basis- en middenkader en de personeelsleden van een ander niveau dan het niveau 1 : het diensthoofd;

b) voor de leden van het officierskader en de personeelsleden van het niveau 1 : de directeur-generaal;

c) voor de directeurs-generaal en de commissaris-generaal : de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie, daartoe gezamenlijk optredend;

3° wat de personeelsleden van de algemene inspectie betreft :

a) voor de leden van het basis- en middenkader en de personeelsleden van een ander niveau dan het niveau 1 : de inspecteur-generaal;

b) voor de inspecteur-generaal, de leden van het officierskader en de personeelsleden van niveau 1 : de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie, daartoe gezamenlijk optredend.

**Art. 20.** De hogere tuchtoverheid is :

1° wat de personeelsleden van de lokale politie betreft :

a) voor de leden van het basis- en middenkader, de officieren niet bedoeld onder b), en alle personeelsleden van het administratief en logistiek kader : de burgemeester of naargelang van het geval, het politiecollege. Voor de officieren niet bedoeld onder b), kan de burgemeester of het politiecollege op elk ogenblik van de procedure beslissen de zaak voor bevoegdheid over te dragen aan de minister van Binnenlandse Zaken;

b) voor de hogere officieren en de korpschef : de minister van Binnenlandse Zaken;

2° wat de personeelsleden van de federale politie betreft :

a) voor de leden van het basis- en middenkader en de personeelsleden van een ander niveau dan het niveau 1 : de directeur-generaal;

b) voor de leden van het officierskader en de personeelsleden van niveau 1 : de minister van Binnenlandse Zaken;

c) voor de directeurs-generaal en de commissaris-generaal : de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie, daartoe gezamenlijk optredend;

3° wat de personeelsleden van de algemene inspectie betreft : de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie, daartoe gezamenlijk optredend.

**Art. 21.** Met uitzondering van de verbindingsambtenaren bedoeld in artikel 105, vierde lid, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus, worden in geval dat een politieambtenaar bij een ander korps of dienst is gedetacheerd, de lichte tuchtstraffen opgelegd door de tuchtoverheden van het korps of de dienst waarbij het betrokken personeelslid is gedetacheerd. De zware tuchtstraffen worden in dat geval opgelegd door de hogere tuchtoverheid van de dienst van oorsprong, op vraag van de dienst waarbij het betrokken personeelslid is gedetacheerd.

**Art. 22.** In geval van mutatie of overgang van het ene korps naar het andere of van de ene dienst naar de andere, is enkel de tuchtoverheid van, naargelang van het geval, het nieuwe korps of de nieuwe dienst bevoegd om een tuchtprocedure aan te spannen of voort te zetten.

**Art. 23.** Indien het personeelslid dat het voorwerp uitmaakt van een tuchtprocedure, op het ogenblik van de feiten lid was van de algemene inspectie, zijn de bevoegde overheden steeds de in artikel 19, 3°, en 20, 3°, bedoelde tuchtoverheden.

**Art. 24.** Dans les cas suivants, l'avis conforme du ministre de la Justice est requis pour une sanction de rétrogradation dans le grade, de démission d'office et de révocation et son avis pour les autres sanctions disciplinaires lourdes :

1° lorsque les faits ont été commis par des membres de la direction générale de la police judiciaire ou d'un service judiciaire déconcentré, dans le cas où le ministre de l'Intérieur est la seule autorité disciplinaire supérieure;

2° lorsque les faits concernent directement l'exécution d'une mission autre qu'une mission de police judiciaire et qui relève de la responsabilité du ministre de la Justice;

3° lorsqu'il s'agit de sanctionner un membre du personnel chargé de la gestion de la banque de données visée à l'article 44/4 de la loi sur la fonction de police.

Lorsque les faits commis concernent directement l'exécution d'une mission de police judiciaire, une sanction disciplinaire lourde ne peut être infligée qu'après l'avis du procureur du Roi, dont le membre du personnel de la police locale ou du service déconcentré au niveau de l'arrondissement relève territorialement est requis. Pour les autres membres du personnel de la police fédérale, l'avis du procureur fédéral ou de son délégué est requis.

Les avis mentionnés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 doivent être motivés et sont rendus dans un délai de vingt jours à compter du jour qui suit celui de l'envoi de la proposition de sanction et avant que le conseil de discipline se prononce. Passé ce délai, l'autorité concernée est réputée ne pas désirer formuler d'avis complémentaire.

### Section 2. — La procédure

#### Sous-section 1re. — Dispositions communes

**Art. 25.** Tout membre du personnel est tenu de collaborer loyalement aux enquêtes disciplinaires, même s'il en fait l'objet. En vue de la constatation des éventuelles transgressions disciplinaires, il fournit sa collaboration aux actes d'enquête disciplinaire, répond précisément aux questions qui lui sont posées et remet dans ce cadre les pièces qu'il a en sa possession. Il se soumet le cas échéant à un test d'haleine. En sa présence ou celle de son représentant et celle d'un tiers, les autorités disciplinaires ou leurs délégués peuvent fouiller dans les véhicules et effets personnels de l'intéressé qui se trouvent sur le lieu de travail lorsqu'il existe des indications concrètes d'une transgression disciplinaire à charge d'un ou plusieurs membres du personnel.

Le Roi fixe les modalités de l'exécution du test d'haleine.

**Art. 26.** Lorsqu'une autorité disciplinaire est informée par les autorités visées au deuxième alinéa, de faits qui peuvent constituer une transgression disciplinaire, elle doit examiner si ces faits sont susceptibles d'entraîner une procédure disciplinaire et informer ces autorités des suites données à leur information.

Les autorités mentionnées à l'alinéa précédent sont :

- 1° le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Justice;
- 2° le gouverneur de province et le bourgmestre;
- 3° le procureur fédéral et le procureur général compétent, le procureur du Roi ou le juge d'instruction;
- 4° le président du comité permanent de contrôle des services de police;
- 5° l'inspecteur général des services de police;
- 6° chaque supérieur hiérarchique ou fonctionnel de l'autorité disciplinaire;
- 7° chaque supérieur hiérarchique ou fonctionnel du membre du personnel détaché.

Lorsque les autorités visées à l'alinéa 2 sont informées par l'autorité disciplinaire ordinaire que celle-ci estime que les faits ne sont pas susceptibles d'entraîner une sanction disciplinaire, elles peuvent porter l'affaire devant l'autorité disciplinaire supérieure qui se conforme alors aux dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 27.** Si l'autorité disciplinaire ou le conseil de discipline estime qu'il y a des motifs sérieux pour ne pas confier à l'autorité hiérarchique une enquête ou la rédaction d'un rapport introductif, entre autres dans le cadre des procédures visées à l'article 26, 32, 38 et 49, alinéa 3, il peut faire appel à l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale.

**Art. 24.** In de volgende gevallen is het eensluidend advies van de minister van Justitie vereist voor een straf van terugzetting in graad, ontslag van ambtswege en afzetting en zijn advies voor de overige zware tuchtstraffen :

1° wanneer feiten werden gepleegd door leden van de algemene directie van de gerechtelijke politie of van een gedeconcentreerde gerechtelijke dienst, waarvoor de minister van Binnenlandse Zaken de enige hogere tuchtverheid is;

2° wanneer feiten werden gepleegd die rechtstreeks betrekking hebben op de uitvoering van een andere opdracht dan een opdracht van gerechtelijke politie en die tot de verantwoordelijkheid van de minister van Justitie behoort;

3° wanneer het de bestraffing betreft van een personeelslid belast met het beheer van de gegevensbank bedoeld in artikel 44/4 van de wet op het politieambt.

Wanneer feiten werden gepleegd die rechtstreeks betrekking hebben op de uitvoering van een opdracht van gerechtelijke politie kan een zware tuchtstraf slechts worden opgelegd na het advies van de procureur des Konings tot wiens ambtsgebied de lokale politie of de op arrondissementeel niveau gedeconcentreerde dienst van de federale politie waarvan het betrokken personeelslid deel uitmaakt, behoort. Voor de overige personeelsleden van de federale politie is het advies van de federale procureur of zijn gemachtigde vereist.

De in het eerste en tweede lid bedoelde adviezen moeten gemotiveerd zijn en worden verleend binnen een termijn van twintig dagen te rekenen van de dag waarop het voorstel tot straf wordt toegestuurd en vooraleer de tuchtraad zich uitsprekt. Eens die termijn verstrekken is, wordt de betrokken overheid geacht geen aanvullend advies te willen verstrekken.

### Afdeling 2. — De procedure

#### Onderafdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen

**Art. 25.** Elk personeelslid is ertoe gehouden lokaal mee te werken aan de tuchtonderzoeken, zelfs indien hij er het voorwerp van uitmaakt. Met het oog op het vaststellen van eventuele tuchtvergrijpen verleent hij zijn medewerking aan de tuchtrechtelijke onderzoeksdaden, antwoordt hij nauwgezet op de gestelde vragen en overhandigt hij in dat raam de stukken die hij in zijn bezit heeft. Hij onderwerpt zich in voorkomend geval aan een ademproef. In zijn aanwezigheid of die van zijn vertegenwoordiger en die van een derde, kunnen de tucht-overheden of hun afgevaardigden, wanneer er concrete aanwijzingen van een tuchtinbreuk bestaan ten laste van één of meerdere personeelsleden, de persoonlijke voertuigen en voorwerpen van betrokkene die zich op de werkplaats bevinden, doorzoeken.

De Koning bepaalt de nadere regels van de uitvoering van de ademtest.

**Art. 26.** Wanneer een tuchtverheid door de in het tweede lid bedoelde overheden in kennis wordt gesteld van feiten die mogelijks een tuchtvergrijp uitmaken, dan is zij verplicht te onderzoeken of die feiten aanleiding dienen te geven tot het aanspannen van een tuchtprocedure en die overheden in te lichten omtrent het aan hun informatie gegeven gevolg.

De in het vorige lid bedoelde overheden zijn :

- 1° de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie;
- 2° de provinciegouverneur en de burgemeester;
- 3° de federale procureur en de bevoegde procureur-generaal, procureur des Konings of onderzoeksrechter;
- 4° de voorzitter van het vast comité van toezicht op de politiediensten;
- 5° de inspecteur-generaal van de politiediensten;
- 6° elke hiërarchische of functionele overste van de tuchtverheid;
- 7° elke hiërarchische of functionele overste van een gedetacheerd personeelslid.

Indien de overheden bedoeld in het tweede lid er door de gewone tuchtverheid van op de hoogte worden gebracht dat deze meent dat de feiten niet van aard zijn om tot een tuchtstraf te leiden, dan kunnen zij de zaak voor de hogere tuchtverheid brengen die zich dan richt naar de bepalingen van het eerste lid.

**Art. 27.** Indien de tuchtverheid of de tuchtraad van oordeel is dat er ernstige redenen zijn om een onderzoek of het opstellen van een inleidend verslag, onder andere in het raam van de procedures bedoeld in de artikelen 26, 32, 38 en 49, derde lid, niet toe te vertrouwen aan de hiërarchische overheid, kan zij daarvoor een beroep doen op de algemene inspectie van de federale en lokale politie.

**Art. 28.** Les autorités disciplinaires ainsi que les présidents, les assesseurs et le secrétaire du conseil de discipline et leurs suppléants ne peuvent notamment pas divulguer les faits et documents dont ils ont eu connaissance en cette qualité.

**Art. 29.** À chaque phase de la procédure, le membre du personnel concerné peut, au choix, se faire assister ou représenter par un avocat, un membre du personnel ou un membre d'une organisation syndicale agréée.

L'autorité disciplinaire ou, selon le cas, le conseil de discipline, peut toutefois ordonner la comparution personnelle de l'intéressé.

**Art. 30.** Lorsqu'une sanction disciplinaire est prononcée par le collège de police, les membres qui n'étaient pas en permanence présents durant l'ensemble des auditions, ne peuvent participer aux délibérations et au vote sur la sanction disciplinaire à prononcer.

**Art. 31.** Lorsqu'une transgression disciplinaire est mise à charge de membres du personnel qui sont chargés de la gestion de la banque de données prévue à l'article 44/4 de la loi sur la fonction de police, une procédure disciplinaire ne peut être entamée qu'avec l'autorisation du ministre compétent et après avis préalable de l'organe de contrôle prévu à l'article 44/7 de la même loi.

#### Sous-section 2

#### La procédure devant l'autorité disciplinaire ordinaire

**Art. 32.** L'autorité disciplinaire ordinaire qui constate ou acquiert la connaissance de faits susceptibles de constituer une transgression disciplinaire rédige, après avoir éventuellement ordonné une enquête, un rapport introductif.

Si l'autorité disciplinaire ordinaire estime que les faits ne sont pas susceptibles d'entraîner une sanction disciplinaire, elle en fait le constat. Cette décision est motivée formellement et est portée à la connaissance de l'intéressé par notification contre accusé de réception ou par envoi recommandé à la poste.

Si l'autorité disciplinaire ordinaire estime que les faits sont susceptibles d'être punis par une sanction disciplinaire légère, elle entame une procédure disciplinaire.

Si l'autorité disciplinaire ordinaire estime que les faits sont susceptibles d'être punis d'une sanction disciplinaire lourde, elle envoie le rapport introductif ainsi que toutes les pièces du dossier à l'autorité disciplinaire supérieure. Elle lui fait part, en même temps, des raisons pour lesquelles elle estime que les faits sont susceptibles d'être punis d'une sanction disciplinaire lourde.

**Art. 33.** L'autorité disciplinaire ordinaire qui estime que les faits sont susceptibles d'entraîner une sanction disciplinaire légère, porte le rapport introductif à la connaissance de l'intéressé, soit par remise dudit rapport contre accusé de réception, soit par envoi recommandé à la poste.

Le rapport introductif mentionne :

- 1° l'ensemble des faits mis à charge;
- 2° le fait qu'un dossier disciplinaire est constitué, qu'une sanction disciplinaire légère est envisagée et quelle sanction l'autorité disciplinaire envisage;
- 3° le droit pour l'intéressé de se faire représenter ou assister par un défenseur de son choix;
- 4° l'endroit et le délai dans lequel le dossier disciplinaire peut être consulté;
- 5° le droit pour l'intéressé de demander l'audition de témoins ou de déposer des pièces;
- 6° qu'un mémoire peut être déposé.

**Art. 34.** A sa demande le membre du personnel reçoit une copie gratuite du dossier disciplinaire.

**Art. 35.** Le membre du personnel concerné ou son défenseur introduit son mémoire dans les trente jours à compter du jour qui suit celui de la réception du rapport introductif. Passé ce délai, le membre du personnel est censé ne pas vouloir constituer de mémoire.

**Art. 36.** L'autorité disciplinaire ordinaire peut recueillir en tout temps, d'initiative ou sur demande du membre du personnel concerné ou de son défenseur, les dépositions de témoins qu'elle estime nécessaires.

Les dépositions de témoins recueillies après consultation du dossier disciplinaire par le membre du personnel concerné lui sont communiquées. Il dispose d'un délai de cinq jours ouvrables à compter de la réception de ces dépositions, pour déposer, s'il échet, un mémoire complémentaire.

**Art. 28.** De tuchtoverheden alsmede de voorzitters, de bijzitters en de secretaris van de tuchtraad en hun plaatsvervangers mogen onder meer geen ruchtbaarheid geven aan de feiten en documenten waarvan zij in die hoedanigheid kennis hebben gekregen.

**Art. 29.** In elke stand van de procedure mag het betrokken personeelslid zich naar keuze laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, een personeelslid of een lid van een erkende vakorganisatie.

De tuchtoverheid of, naargelang van het geval, de tuchtraad, kan evenwel de persoonlijke verschijning bevelen.

**Art. 30.** Indien een tuchtstraf opgelegd wordt door het politiecollege, mogen de leden ervan die niet permanent tijdens het geheel van de hoorzittingen aanwezig waren, niet deelnemen aan de beraadslaging noch aan de stemming over de op te leggen tuchtstraf.

**Art. 31.** Wanneer een tuchtvergrijp ten laste wordt gelegd van personeelsleden die belast zijn met het beheer van de gegevensbank bedoeld in artikel 44/4 van de wet op het politieambt, kan een tuchtprocedure slechts worden aangespannen met instemming van de bevoegde minister en na voorafgaand advies van het controleorgaan bedoeld in artikel 44/7 van dezelfde wet.

#### Onderafdeling 2

#### De procedure voor de gewone tuchtoverheid

**Art. 32.** De gewone tuchtoverheid die feiten die mogelijk een tuchtvergrijp uitmaken, vaststelt of er kennis van krijgt, stelt een inleidend verslag op na eventueel een onderzoek te hebben bevolen.

Oordeelt de gewone tuchtoverheid dat de feiten niet moeten leiden tot een tuchtstraf, dan stelt zij dat vast. Die beslissing wordt formeel gemotiveerd en wordt ter kennis gebracht van de betrokkene door betekening tegen ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekende brief.

Oordeelt de gewone tuchtoverheid dat de feiten in aanmerking kunnen komen voor een lichte tuchtstraf, dan leidt zij een tuchtprocedure in.

Oordeelt de gewone tuchtoverheid dat de feiten in aanmerking komen voor een zware tuchtstraf, dan verzendt zij het inleidend verslag met alle stukken van het dossier naar de hogere tuchtoverheid. Tegelijkertijd deelt ze haar de redenen mee waarom zij meent dat de feiten van aard zijn om te worden gestraft met een zware tuchtsanctie.

**Art. 33.** De gewone tuchtoverheid die oordeelt dat de feiten in aanmerking komen voor een lichte tuchtstraf, brengt het inleidend verslag ter kennis van betrokkene, hetzij door afgifte ervan tegen ontvangstbewijs, hetzij bij een ter post aangetekende brief.

Het inleidend verslag vermeldt :

- 1° al de ten laste gelegde feiten;
- 2° het feit dat een tuchtdossier is aangelegd, dat een lichte tuchtstraf wordt overwogen en welke straf de tuchtoverheid voornemens is op te leggen;
- 3° het recht van de betrokkene om zich te laten vertegenwoordigen of bijstaan door een verdediger van zijn keuze;
- 4° de plaats waar en de termijn waarbinnen het tuchtdossier kan worden ingezien;
- 5° het recht van de betrokkene om het horen van getuigen te vragen of stukken in te dienen;
- 6° dat een verweerschrift kan worden neergelegd.

**Art. 34.** Op zijn verzoek ontvangt het personeelslid een kosteloze kopie van het tuchtdossier.

**Art. 35.** Het betrokken personeelslid of zijn verdediger dient zijn verweer in binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de dag die volgt op die van de ontvangst van het inleidend verslag. Eens die termijn verstreken is, wordt het personeelslid geacht geen verweer te willen voeren.

**Art. 36.** De gewone tuchtoverheid kan te allen tijde, uit eigen beweging of op verzoek van het betrokken personeelslid of van zijn verdediger, de getuigenverklaringen akteren welke zij nodig acht.

De getuigenverklaringen ingewonnen na raadpleging van het tuchtdossier door het betrokken personeelslid, worden aan hem overgezonden. Hij beschikt over een termijn van vijf werkdagen, te rekenen vanaf de ontvangst van die verklaringen, om, in voorkomend geval, een aanvullend verweerschrift in te dienen.

**Art. 37.** Sur la base du dossier complet et du mémoire, l'autorité disciplinaire ordinaire communique par notification contre accusé de réception ou par envoi recommandé à la poste, la décision au membre du personnel concerné. Sans préjudice de l'alinéa 2, la décision peut être soit, qu'elle a décidé de ne pas prononcer de sanction disciplinaire, soit qu'elle a décidé de saisir l'autorité disciplinaire supérieure, soit qu'elle a décidé de prononcer une des sanctions disciplinaires légères. La décision est communiquée au membre du personnel concerné, au plus tard quinze jours après l'écoulement du délai de trente jours visé à l'article 35.

Si l'autorité disciplinaire ordinaire envisage de prononcer la suspension disciplinaire, elle communique cette intention dans le même délai à l'intéressé et à l'autorité disciplinaire supérieure. Celle-ci peut décider, dans les trois jours ouvrables de la communication de l'intention de l'autorité disciplinaire ordinaire, d'évoquer l'affaire. A défaut d'avoir pris cette décision et de l'avoir portée à la connaissance de l'intéressé, et de l'autorité disciplinaire ordinaire dans le délai de trois jours ouvrables précité, la proposition de l'autorité disciplinaire ordinaire est considérée comme une décision définitive.

Lorsqu'aucune décision n'est prise dans le délai de quinze jours visé à l'alinéa premier, l'autorité disciplinaire ordinaire est considérée comme renonçant aux poursuites pour les faits qui étaient reprochés à l'intéressé.

Les décisions de l'autorité disciplinaire ordinaire visées à l'alinéa premier sont motivées formellement et immédiatement portées à la connaissance de l'autorité disciplinaire supérieure.

#### Sous-section 3

#### La procédure devant l'autorité disciplinaire supérieure

**Art. 38.** L'autorité disciplinaire supérieure qui constate ou qui acquiert connaissance de faits qui sont susceptibles de constituer une transgression disciplinaire, ou qui évoque une affaire, rédige un rapport introductif après avoir éventuellement fait procéder à une enquête. Lorsque l'autorité disciplinaire supérieure se saisit directement des faits ou évoque l'affaire, elle en informe l'autorité disciplinaire ordinaire. Cette information emporte dessaisissement de l'autorité disciplinaire ordinaire.

Si un rapport introductif lui a déjà été transmis, elle entame éventuellement une enquête complémentaire et complète si nécessaire le rapport introductif.

Si l'autorité disciplinaire supérieure estime que les faits ne sont pas susceptibles d'entraîner une sanction disciplinaire, elle le constate. Cette décision est formellement motivée et est portée à la connaissance de l'intéressé.

Si l'autorité disciplinaire supérieure estime que les faits peuvent entraîner une sanction disciplinaire légère, elle-même ou son délégué, agit comme l'autorité disciplinaire ordinaire, dans la mesure où cela est encore nécessaire.

Si l'autorité disciplinaire supérieure estime que les faits peuvent entraîner une sanction disciplinaire lourde, elle saisit le conseil de discipline par l'envoi du rapport introductif et du dossier et recueille en même temps l'avis des autorités visées à l'article 24.

#### Sous. — section 4. — La procédure devant le conseil de discipline

**Art. 39.** Le conseil de discipline est un organe permanent à l'échelon national comportant une ou plusieurs chambres francophones, une ou plusieurs chambres néerlandophones et une chambre germanophone. Les frais de fonctionnement du conseil de discipline sont à charge du ministre de l'Intérieur.

**Art. 40.** Chaque chambre compte trois membres :

1° un président, magistrat assis d'une cour d'appel ou d'un tribunal de première instance;

2° deux assesseurs dont l'un est membre de la police fédérale et l'autre est membre de la police locale. Si le comparant est membre du cadre administratif et logistique, l'un des deux assesseurs est remplacé par un membre de ce cadre.

Le magistrat et les assesseurs ont en outre chacun un suppléant qui satisfait aux conditions respectives des membres effectifs.

Un secrétaire désigné par le ministre de l'Intérieur assiste chaque chambre.

Si le nombre d'affaires introduites l'exige, le Roi peut, sur proposition du ministre de l'Intérieur et du ministre de la Justice, constituer des chambres supplémentaires.

**Art. 37.** Op grond van het volledige dossier en het verweer, deelt de gewone tuchtoverheid, bij afgifte tegen ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekende brief, aan het betrokken personeelslid de uitspraak mee. Onverminderd het tweede lid, kan de uitspraak ofwel zijn dat zij beslist heeft geen tuchtstraf op te leggen, ofwel dat zij beslist heeft de zaak aanhangig te maken bij de hogere tuchtoverheid, ofwel dat zij beslist heeft één van de lichte tuchtstraffen op te leggen. De uitspraak wordt uiterlijk vijftien dagen na het einde van de in artikel 35 bedoelde termijn van dertig dagen, meegedeeld aan het betrokken personeelslid.

Indien de gewone tuchtoverheid beoogt om de schorsing bij tuchtmaatregel op te leggen deelt zij deze intentie mede aan de betrokkene en aan de hogere tuchtoverheid binnen dezelfde termijn. Deze laatste kan, binnen de drie werkdagen volgend op de mededeling van de intentie van de gewone tuchtoverheid, de zaak evoceren. Bij gebrek aan een dergelijke beslissing en het ter kennis brengen ervan aan betrokkene en aan de gewone tuchtoverheid binnen de voormelde termijn van drie werkdagen, wordt het voorstel van de gewone tuchtoverheid geacht een definitieve beslissing te zijn.

Indien geen uitspraak wordt gedaan binnen de in het eerste lid bedoelde termijn van vijftien dagen, dan wordt de gewone tuchtoverheid geacht af te zien van vervolging voor de feiten die de betrokkene ten laste worden gelegd.

De in het eerste lid bedoelde beslissingen van de gewone tuchtoverheid worden formeel gemotiveerd en onverwijld schriftelijk ter kennis gebracht van de hogere tuchtoverheid.

#### Onderafdeling 3

#### De procedure voor de hogere tuchtoverheid

**Art. 38.** De hogere tuchtoverheid die feiten die mogelijk een tuchtvergrijp uitmaken, vaststelt of er kennis van krijgt, of die een zaak evocert, stelt een inleidend verslag op na eventueel een onderzoek te hebben bevolen. Wanneer de hogere tuchtoverheid zich rechtstreeks belast met de feiten of de zaak evocert, stelt zij de gewone tuchtoverheid daarvan in kennis. Deze kennisgeving brengt onttrekking van de zaak mee voor de gewone tuchtoverheid.

Werd haar reeds een inleidend verslag toegestuurd, dan stelt zij eventueel een bijkomend onderzoek in en vult zij het inleidend verslag zodanig aan.

Ordeelt de hogere tuchtoverheid dat de feiten niet moeten leiden tot een tuchtstraf, dan stelt zij dat vast. Die beslissing wordt formeel gemotiveerd en wordt ter kennis gebracht van de betrokkene.

Ordeelt de hogere tuchtoverheid dat de feiten in aanmerking komen voor een lichte tuchtstraf, dan handelt zij of haar afgevaardigde, voor zover als nog nodig zoals de gewone tuchtoverheid.

Ordeelt de hogere tuchtoverheid dat de feiten in aanmerking komen voor een zware tuchtstraf, dan maakt zij de zaak aanhangig bij de tuchtraad door de toezending van het inleidend verslag en het dossier en wint zij terzelfder tijd de adviezen in van de overheden bedoeld in artikel 24.

#### Onderafdeling 4. — De procedure voor de tuchtraad

**Art. 39.** De tuchtraad is een permanent orgaan op nationaal niveau met één of meer Nederlandstalige kamers, één of meer Franstalige kamers en één Duitstalige kamer. De werkingskosten van de tuchtraad komen ten laste van de minister van Binnenlandse Zaken.

**Art. 40.** Elke kamer bestaat uit drie leden :

1° een voorzitter, zittende magistraat van een hof van beroep of van een rechtbank van eerste aanleg;

2° twee bijzitters waarvan één lid is van de federale politie en de andere lid is van de lokale politie. Indien de comparant lid is van het administratief en logistiek kader, wordt één van de bijzitters vervangen door een lid van dat kader.

De magistraat en de bijzitters hebben bovendien elk een plaatsvervanger die voldoet aan de respectievelijke voorwaarden van de werkende leden.

Een secretaris, aangewezen door de minister van Binnenlandse Zaken, staat elke kamer bij.

De Koning kan, op voordracht van de minister van Binnenlandse Zaken en van de minister van Justitie, indien het aantal ingediende zaken dit vereist, aanvullende kamers samenstellen.

**Art. 41.** Les magistrats effectifs et suppléants sont nommés par le Roi sur présentation du ministre de l'Intérieur et du ministre de la Justice. Leur mandat est de cinq ans et est renouvelable.

Les assesseurs et leurs suppléants sont désignés par le ministre de la Justice et le ministre de l'Intérieur agissant conjointement à cet effet, parmi les membres du personnel figurant sur une liste double présentée par le commissaire général en ce qui concerne les membres de la police fédérale et par la commission permanente de la police locale pour les membres de la police locale.

Les magistrats et les assesseurs qui ont été nommés en remplacement de présidents ou de membres décédés ou démissionnaires terminent le mandat de ceux qu'ils remplacent.

Sur présentation conjointe des ministres de l'Intérieur et de la Justice, le Roi désigne le président du conseil de discipline parmi les magistrats effectifs. Il est particulièrement chargé de veiller à l'unité de jurisprudence.

**Art. 42.** Les magistrats effectifs de la chambre francophone et de la chambre néerlandophone du conseil de discipline exercent leur fonction à temps plein.

Pendant la durée de leur mandat, ils ne peuvent exercer aucune autre activité professionnelle. Le ministre de la Justice peut accorder des dérogations à cette incompatibilité à condition qu'elles n'empêchent pas les intéressés d'accomplir convenablement leur mission.

Ils reçoivent une rémunération égale au traitement dont ils bénéficient comme magistrat au moment de leur nomination conformément à l'article 41, ainsi que les augmentations et avantages y afférents.

Aux conditions fixées par le Roi, les magistrats de la chambre germanophone et les magistrats suppléants de toutes les chambres ont droit à des jetons de présence dont Il détermine le montant.

Les magistrats effectifs et suppléants bénéficient également d'indemnités pour frais de séjour et de transport aux conditions fixées par le Roi.

**Art. 43.** Le conseil de discipline siégeant en chambres réunies présidées par le président du conseil de discipline arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation aux ministres de l'Intérieur et de la Justice.

**Art. 44.** La chambre francophone connaît de toutes les affaires qui doivent être traitées en français; la chambre néerlandophone de celles qui doivent être traitées en néerlandais et la chambre germanophone de celles qui doivent être traitées en allemand.

**Art. 45.** Le membre du personnel concerné est convoqué par le président de la chambre afin de comparaître devant le conseil de discipline au plus tard le soixantième jour qui suit la saisine de conseil de discipline par l'autorité disciplinaire supérieure conformément à l'article 38, alinéa 5. Une copie de la convocation adressée à l'inspection générale.

La convocation mentionne :

- 1° l'ensemble des faits visés dans le rapport introductif;
- 2° l'endroit, le jour et l'heure de l'audition, qui peut avoir lieu au plus tôt le trentième jour qui suit la notification de la convocation;
- 3° le droit pour l'intéressé de se faire représenter ou assister par un défenseur de son choix;
- 4° l'endroit et le délai dans lesquels le dossier disciplinaire peut être consulté;
- 5° le droit pour l'intéressé, jusqu'à la clôture de l'audition, de demander l'audition de témoins ou de déposer des pièces;
- 6° que, sauf cas de force majeure, la procédure devant le conseil de discipline est poursuivie, en l'absence de l'intéressé ou de son défenseur, et considérée comme ayant été menée contradictoirement.

Le rapport introductif est joint à la convocation.

A sa demande le membre du personnel reçoit une copie gratuite du dossier disciplinaire.

**Art. 46.** Au jour fixé dans la convocation, le membre du personnel se présente devant le conseil de discipline.

Lorsqu'un membre du personnel ne comparaît pas personnellement et que sa comparution personnelle n'est pas ordonnée, il peut se faire représenter et communiquer le nom de son défenseur à la chambre.

**Art. 41.** De werkende en de plaatsvervangende magistraten worden door de Koning benoemd op voordracht van de minister van Binnenlandse Zaken en van de minister van Justitie. Hun mandaat bedraagt vijf jaar en is hernieuwbaar.

De bijzitters en hun plaatsvervangers worden aangewezen door de minister van Justitie en de minister van Binnenlandse Zaken, daartoe gezamenlijk optredend, onder de personeelsleden die voorkomen op een dubbele lijst die wordt voorgesteld door de commissaris-generaal, wat de leden van de federale politie betreft, en door de vaste commissie voor de lokale politie, wat de leden van de lokale politie betreft.

De magistraten en de bijzitters die werden benoemd ter vervanging van overleden of aftredende voorzitters of leden, voleindigen het mandaat van degenen die ze vervangen.

Onder de werkende magistraten wijst de Koning, op gezamenlijke voordracht van de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie, de voorzitter van de tuchtraad aan. Hij waakt in het bijzonder over de eenheid van rechtspraak.

**Art. 42.** De werkende magistraten van de Nederlandstalige en van de Franstalige kamer van de tuchtraad oefenen hun functie voltijds uit.

Tijdens de duur van hun mandaat mogen zij geen andere beroepsbezigheid uitoefenen. De minister van Justitie kan afwijkingen op die onverenigbaarheid toestaan op voorwaarde dat ze de betrokkenen niet beletten hun opdracht naar behoren te vervullen.

Zij ontvangen een bezoldiging die gelijk is aan de wedde met de daaraan verbonden verhogingen en voordelen, die zij als magistraat genieten op het ogenblik van hun benoeming overeenkomstig artikel 41.

Onder de voorwaarden bepaald door de Koning hebben de magistraten van de Duitstalige kamer en de plaatsvervangende magistraten van alle kamers recht op presentiegelden waarvan Hij het bedrag vastlegt.

De werkende en plaatsvervangende magistraten genieten eveneens vergoedingen voor reis- en verblijfkosten onder de voorwaarden bepaald door de Koning.

**Art. 43.** De tuchtraad, zitting houdend in verenigde kamers die de voorzitter van de tuchtraad voorziet, stelt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie.

**Art. 44.** De Nederlandstalige kamer neemt kennis van alle zaken die in het Nederlands moeten worden behandeld; de Franstalige van die welke in het Frans moeten worden behandeld en de Duitstalige van die welke in het Duits moeten worden behandeld.

**Art. 45.** Het betrokken personeelslid wordt door de voorzitter van de kamer opgeroepen om voor de tuchtraad te verschijnen, uiterlijk op de zestigste dag nadat de hogere tuchtoverheid, overeenkomstig artikel 38, vijfde lid, de zaak bij de tuchtraad aanhangig heeft gemaakt. Een afschrift van de oproeping wordt aan de algemene inspectie verstuurd.

De oproeping vermeldt :

- 1° al de in het inleidend verslag vermelde feiten;
- 2° de plaats, de dag en het uur van de hoorzitting, die ten vroegste de dertigste dag na de kennisgeving van de oproeping plaats kan hebben;
- 3° het recht van de betrokkene zich te laten vertegenwoordigen of bijstaan door een verdediger van zijn keuze;
- 4° de plaats en de termijn waarbinnen het tuchtdossier kan worden ingezien;
- 5° het recht van de betrokkene om tot aan de afsluiting van het verhoor, het horen van getuigen te vragen en stukken in te dienen;
- 6° dat bij de afwezigheid van de betrokkene of zijn verdediger de procedure voor de tuchtraad, behoudens overmacht, wordt voortgezet en wordt geacht op tegenspraak te zijn gevoerd.

Het inleidend verslag wordt bij de oproeping gevoegd.

Op zijn verzoek ontvangt het personeelslid een kosteloze kopie van het tuchtdossier.

**Art. 46.** Op de dag bepaald in de oproeping verschijnt het personeelslid voor de tuchtraad.

Wanneer het personeelslid niet persoonlijk verschijnt en zijn persoonlijke verschijning niet bevolen is, kan het zich laten vertegenwoordigen en de naam van zijn verdediger mededelen aan de kamer.

Sauf cas de force majeure, la procédure est poursuivie, en l'absence du membre du personnel ou de son défenseur, et considérée comme ayant été menée contradictoirement. Le conseil de discipline décide si l'absence pour cause de santé constitue un cas de force majeure.

**Art. 47.** Les séances sont publiques si le membre du personnel concerné ou son défenseur le requiert en début de procédure. Le président ne peut rejeter cette requête que dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs, la protection de la vie privée des parties ou des témoins ou la sécurité de personnes l'exigent ou, dans la mesure où le président l'estime strictement nécessaire, lorsque la publicité pourrait porter préjudice aux intérêts de la procédure disciplinaire.

**Art. 48.** Au début de la séance, l'autorité disciplinaire supérieure ou son délégué fait oralement rapport devant le conseil de discipline sur les faits reprochés au membre du personnel concerné. Elle donne aussi son avis concernant la qualification des faits en tant que transgressions disciplinaires et, le cas échéant, concernant la sanction à proposer, sauf si elle estime devoir le faire durant le déroulement ultérieur des débats devant le conseil de discipline.

**Art. 49.** La chambre prend, d'initiative ou à la requête du membre du personnel concerné ou de son défenseur, les déclarations de témoins qu'elle estime nécessaires.

En tout cas, l'inspecteur général ou son délégué est entendu en sa qualité d'expert.

A chaque moment de la procédure, la chambre peut charger l'autorité disciplinaire supérieure ou son délégué d'entamer ou de faire entamer une enquête complémentaire.

De nouvelles pièces ou de nouveaux éléments peuvent être apportés jusqu'à la clôture des débats.

**Art. 50.** Le membre du personnel ou son défenseur sont entendus au cours des débats en leur défense. Ils peuvent en particulier répondre au point de vue de l'autorité disciplinaire supérieure ou de son délégué.

**Art. 51.** Le président clôt les débats et met l'affaire en délibéré.

**Art. 52.** Le conseil de discipline rend son avis motivé. Cet avis comporte :

1° l'exposé des faits et leur imputation au membre du personnel concerné;

2° la réponse à la question de savoir si les faits constituent une transgression disciplinaire au sens de l'article 3, s'ils sont considérés comme établis;

3° la sanction proposée.

Le conseil de discipline peut donner une autre qualification aux faits que celle donnée dans le rapport introductif, ainsi que proposer une autre sanction.

**Art. 53.** L'avis du conseil de discipline est notifié, dans les quinze jours de la clôture des débats, au membre du personnel concerné et à l'autorité disciplinaire supérieure. Si aucun avis n'est communiqué dans le délai prescrit, le président doit transmettre alors le dossier sans délai pour décision à l'autorité disciplinaire supérieure.

**Art. 54.** L'avis du conseil de discipline lie l'autorité disciplinaire supérieure en ce qui concerne l'exposé des faits et leur imputabilité au membre du personnel concerné. Si le conseil de discipline estime que les faits imputés au membre du personnel et considérés par lui comme établis, constituent une transgression disciplinaire au sens de l'article 3, cet avis lie l'autorité disciplinaire supérieure. Enfin, l'autorité disciplinaire supérieure ne peut infliger une sanction plus légère que celle proposée par le conseil de discipline.

Lorsque l'autorité disciplinaire supérieure envisage, dans les limites de l'alinéa 1<sup>er</sup>, de s'écarter de l'avis, elle doit en indiquer les raisons et les porter, avec la sanction envisagée, à la connaissance de l'intéressé. Ce dernier peut remettre un mémoire dans les dix jours de la notification, à peine de déchéance.

**Art. 55.** L'autorité disciplinaire supérieure communique par envoi recommandé à la poste ou par notification avec accusé de réception, au membre du personnel concerné, sa décision dans un délai de trente jours après l'envoi de l'avis du conseil de discipline ou du dossier sans avis conformément à l'article 53, ou après qu'elle ait reçu le dernier mémoire écrit, conformément à l'article 54.

Behoudens overmacht, wordt bij afwezigheid van het personeelslid of zijn verdediger, de procedure voortgezet en wordt zij geacht op tegenspraak te zijn gevoerd. De tuchtraad oordeelt of de afwezigheid om gezondheidsredenen een geval van overmacht uitmaakt.

**Art. 47.** De zittingen zijn openbaar indien het betrokken personeelslid of zijn verdediger hierom verzoekt bij de aanvang van de procedure. De voorzitter kan dit verzoek enkel verwerpen in het belang van de goede zeden, van de openbare orde of 's lands veiligheid in een democratische samenleving, wanneer de belangen van minderjarigen, de bescherming van het privé-leven van de partijen of van de getuigen of de veiligheid van personen dit eisen of, in de mate als door de voorzitter strikt noodzakelijk wordt geoordeeld, wanneer de openbaarmaking de belangen van de tuchtprocedure zou schaden.

**Art. 48.** Bij de aanvang van de zitting brengt de hogere tuchtverheid of haar afgevaardigde voor de tuchtraad mondeling verslag uit over de feiten die het betrokken personeelslid ten laste worden gelegd. Zij geeft tevens haar standpunt omtrent de kwalificatie van die feiten als tuchtvergriep en, in voorkomend geval, omtrent de voor te stellen straf, tenzij zij meent dit te moeten doen tijdens het verdere verloop van de debatten voor de tuchtraad.

**Art. 49.** De kamer neemt, uit eigen beweging of op verzoek van het betrokken personeelslid of diens verdediger, de getuigenverklaringen op welke zij nuttig acht.

In ieder geval wordt de inspecteur-generaal of zijn afgevaardigde in zijn hoedanigheid van deskundige, gehoord.

Op elk ogenblik van de procedure kan de kamer de hogere tuchtverheid of haar afgevaardigde gelasten een bijkomend onderzoek in te stellen of te doen instellen.

Tot het sluiten van de debatten kunnen nieuwe stukken of elementen worden aangebracht.

**Art. 50.** Het personeelslid of zijn verdediger worden in de loop van de debatten gehoord in hun verweer. Inzonderheid kunnen zij antwoorden op het standpunt van de hogere tuchtverheid of van diens afgevaardigde.

**Art. 51.** De voorzitter sluit de debatten en neemt de zaak in beraad.

**Art. 52.** De tuchtraad geeft zijn met redenen omkleed advies. Dit advies omvat :

1° de uiteenzetting van de feiten en de toerekening ervan aan het betrokken personeelslid;

2° het antwoord op de vraag of de feiten een tuchtvergriep in de zin van artikel 3 uitmaken voorzover zij bewezen worden geacht;

3° de voorgestelde straf.

De tuchtraad kan hierbij een andere kwalificatie van de feiten geven dan die welke in het inleidend verslag is opgenomen, alsook een andere straf voorstellen.

**Art. 53.** Het advies van de tuchtraad wordt binnen de vijftien dagen na het sluiten van de debatten ter kennis gebracht van het betrokken personeelslid en van de hogere tuchtverheid. Wordt geen advies meegedeeld binnen de voorgeschreven termijn, dan moet de voorzitter onverwijld het dossier voor beslissing doorsturen naar de hogere tuchtverheid.

**Art. 54.** Het advies van de tuchtraad bindt de hogere tuchtverheid wat de uiteenzetting van de feiten en de toerekening ervan aan het betrokken personeelslid betreft. Indien de tuchtraad oordeelt dat de aan het betrokken personeelslid ten laste gelegde en volgens haar bewezen feiten, een tuchtvergriep in de zin van artikel 3, uitmaken, dan bindt dit advies de hogere tuchtverheid. Ten slotte kan de hogere tuchtverheid geen lichtere straf opleggen dan die welke is voorgesteld door de tuchtraad.

Wanneer de hogere tuchtverheid binnen de perken van het eerste lid beoogt af te wijken van het advies, dan moet zij de redenen hiertoe aangeven en ze, samen met de voorgenomen straf, ter kennis brengen van de betrokkene. Deze kan een schriftelijk verweer indienen binnen de tien dagen na de kennisgeving, op straffe van verval.

**Art. 55.** De hogere tuchtverheid deelt, bij afgifte tegen ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekende brief, aan het betrokken personeelslid haar uitspraak mee binnen de dertig dagen nadat haar, overeenkomstig artikel 53, het advies van de tuchtraad of het dossier zonder advies werd toegestuurd, of nadat zij, overeenkomstig artikel 54, het laatste schriftelijk verweer heeft ontvangen.



## Section 3. — Dispositions diverses

**Art. 56.** La notification du rapport introductif au membre du personnel doit avoir lieu dans les six mois qui suivent la prise de connaissance ou la constatation des faits par une autorité disciplinaire compétente. A défaut et sous réserve du second alinéa, aucune poursuite disciplinaire ne peut plus être intentée.

En cas d'information judiciaire ou de poursuites pénales pour les mêmes faits, ce délai commence à courir le jour où l'autorité disciplinaire est informée par l'autorité judiciaire, qu'une décision judiciaire définitive est prononcée ou que le dossier est classé sans suite ou l'action publique éteinte.

**Art. 57.** Les sanctions disciplinaires définitives portées à la connaissance de l'intéressé sont portées, sans délai, au feuillet des sanctions disciplinaires.

Sans préjudice de leur exécution, les sanctions disciplinaires visées à l'article 4, 1° et 2°, sont effacées d'office du feuillet des sanctions disciplinaires à l'issue d'une période de deux ans et les sanctions visées à l'article 4, 3° et 4°, à l'issue d'une période de trois ans, pour autant qu'aucune nouvelle sanction disciplinaire ne soit intervenue dans ce délai.

Sans préjudice de leur exécution, les sanctions disciplinaires lourdes sont effacées d'office du feuillet des sanctions disciplinaires à l'issue d'une période de cinq ans, pour autant qu'aucune nouvelle sanction disciplinaire ne soit intervenue dans ce délai.

Les délais fixés aux alinéas 2 et 3 courent à partir de la date à laquelle la sanction disciplinaire a été prononcé.

**Art. 58.** Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres :

1° les règles détaillées de la procédure à suivre par les autorités visées dans la présente loi et par le conseil de discipline;

2° les chefs de service au sens de l'article 19, 2°, a);

3° les implications administratives de la préparation de la défense et de la comparution de l'intéressé et de son défenseur s'il est membre du personnel.

CHAPITRE VI. — *La suspension provisoire*

**Art. 59.** Sans préjudice d'autres mesures d'ordre qui peuvent notamment être prises à l'occasion d'une procédure disciplinaire, le bourgmestre ou, selon le cas, le collège de police peut suspendre provisoirement par mesure d'ordre le membre du personnel de la police locale qui fait l'objet d'une procédure disciplinaire, d'une information judiciaire ou d'une poursuite pénale et dont la présence au sein de la police locale est incompatible avec l'intérêt du service.

Sans préjudice d'autres mesures d'ordre qui peuvent notamment être prises à l'occasion d'une procédure disciplinaire, le ministre de l'Intérieur peut suspendre provisoirement par mesure d'ordre le membre du personnel de la police fédérale qui fait l'objet d'une procédure disciplinaire, ou d'une information judiciaire ou d'une poursuite pénale, et dont la présence au sein de la police fédérale est incompatible avec l'intérêt du service.

**Art. 60.** Si les faits concernent directement l'exécution des missions de police judiciaire ou d'une autre mission qui relève de la responsabilité du ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le bourgmestre ou le collège de police agit d'initiative ou à la demande du ministre de la Justice. La demande du ministre de la Justice au ministre de l'Intérieur est contraignante.

Si les faits qui se trouvent à la base de la suspension provisoire concernent directement l'exécution d'une mission de police judiciaire, l'autorité qui a prononcé la suspension informe le procureur du Roi territorialement compétent ou le procureur fédéral, selon la distinction établie à l'article 24, alinéa 2, de la suspension provisoire du membre du personnel.

L'avis conforme du ministre de la Justice est requis et sa demande est contraignante à l'égard de la suspension provisoire d'un membre du personnel de la direction générale de la police judiciaire, d'un service judiciaire déconcentré ou d'un membre du personnel chargé de la gestion de la banque de données visée à l'article 44/4 de la loi sur la fonction de police.

**Art. 61.** La suspension provisoire est prononcée pour une durée maximale de quatre mois.

La suspension provisoire peut être prolongée, selon le cas, par le ministre de l'Intérieur ou par le bourgmestre ou le collège de police sans que sa durée puisse excéder un an.

## Afdeling 3. — Diverse bepalingen

**Art. 56.** De betekening van het inleidend verslag aan het personeelslid moet geschieden binnen zes maanden na de kennisneming of vaststelling van de feiten door een bevoegde tuchtoverheid. Bij ontstentenis en onder voorbehoud van het tweede lid, kan geen tuchtvoordering meer worden ingesteld.

In het geval dat een opsporingsonderzoek loopt of de strafvervolging is ingesteld voor dezelfde feiten, begint die termijn te lopen de dag dat de tuchtoverheid door de gerechtelijke overheid ervan in kennis gesteld wordt dat er een gerechtelijke eindbeslissing werd genomen of dat het dossier geseponeerd is dan wel de strafvoordering vervallen is.

**Art. 57.** De tuchtstraffen die ter kennis van de betrokkene werden gebracht, worden zonder verwijl op het blad der tuchtstraffen ingeschreven.

Onverminderd hun uitvoering, worden de tuchtstraffen bedoeld in artikel 4, 1° en 2°, na een termijn van twee jaar en de tuchtstraffen bedoeld in artikel 4, 3° en 4°, na een termijn van drie jaar, van ambtswege op het blad der tuchtstraffen uitgewist voor zover er binnen die termijn geen nieuwe tuchtstraf werd uitgesproken.

Onverminderd hun uitvoering worden de zware tuchtstraffen, na een termijn van vijf jaar van ambtswege op het blad der tuchtstraffen uitgewist voorzover er binnen die termijn geen nieuwe tuchtstraf werd uitgesproken.

De in het tweede en derde lid vastgestelde termijnen lopen vanaf de datum waarop de tuchtstraf wordt uitgesproken.

**Art. 58.** De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit :

1° de gedetailleerde regels van de procedure te volgen door de overheden bedoeld in deze wet en door de tuchtraad;

2° de diensthooftden in de zin van artikel 19, 2°, a);

3° de administratieve implicaties van de voorbereiding van de verdediging en van de verschijning van betrokkene en van zijn verdediger wanneer hij personeelslid is.

HOOFDSTUK VI. — *De voorlopige schorsing*

**Art. 59.** Onverminderd andere ordemaatregelen die onder meer ter gelegenheid van een tuchtvoordering kunnen getroffen worden, kan de burgemeester of, naar gelang van het geval, het politiecollege, het personeelslid van de lokale politie tegen wie een tuchtprocedure of een opsporingsonderzoek loopt of een strafvervolging werd ingesteld en wiens aanwezigheid bij de lokale politie onverenigbaar is met het belang van de dienst, bij ordemaatregel voorlopig schorsen.

Onverminderd andere ordemaatregelen die ondermeer ter gelegenheid van een tuchtvoordering kunnen getroffen worden, kan de minister van Binnenlandse Zaken het personeelslid van de federale politie tegen wie een tuchtprocedure of een opsporingsonderzoek loopt of een strafvervolging werd ingesteld en wiens aanwezigheid bij de federale politie onverenigbaar is met het belang van de dienst, bij ordemaatregel voorlopig schorsen.

**Art. 60.** Hebben de feiten rechtstreeks betrekking op de uitvoering van een opdracht van gerechtelijke politie of van een andere opdracht die tot de verantwoordelijkheid van de minister van Justitie behoort, dan handelt de minister van Binnenlandse Zaken of de burgemeester of het politiecollege uit eigen beweging of op verzoek van de minister van Justitie. Het verzoek van de minister van Justitie aan de minister van Binnenlandse Zaken is bindend.

Hebben de feiten die ten grondslag liggen aan de voorlopige schorsing rechtstreeks betrekking op de uitvoering van een opdracht van gerechtelijke politie, dan licht de schorsende overheid de territoriaal bevoegde procureur des Konings of de federale procureur, naargelang het onderscheid gemaakt in artikel 24, tweede lid, in over de voorlopige schorsing van het personeelslid.

Voor de voorlopige schorsing van een personeelslid van de algemene directie van de gerechtelijke politie, van een gedeconcentreerde gerechtelijke dienst of van een personeelslid dat belast is met het beheer van de gegevensbank bedoeld in artikel 44/4 van de wet op het politieambt, is het eensluidend advies van de minister van Justitie vereist of is zijn verzoek bindend.

**Art. 61.** De voorlopige schorsing wordt uitgesproken voor ten hoogste vier maanden.

De voorlopige schorsing mag worden verlengd door, naar gelang van het geval, de minister van Binnenlandse Zaken of de burgemeester of het politiecollege zonder dat haar duur een jaar mag overschrijden.

Si une information judiciaire ou une poursuite pénale est en cours au sujet des faits qui motivent la suspension provisoire, celle-ci peut être prolongée pendant la durée de la procédure pénale par le ministre de l'Intérieur, le bourgmestre ou le collège de police sans que la suspension puisse toutefois s'étendre au-delà de quatre mois après qu'une décision judiciaire définitive ait été prononcée ou que le dossier soit classé sans suite ou l'action publique éteinte.

Le ministre de l'Intérieur associe le ministre de la Justice de la manière prévue à l'article 60.

**Art. 62.** Avant de pouvoir prononcer une suspension provisoire, les autorités visées à l'article 59, ou leur délégué, doivent entendre l'intéressé.

**Art. 63.** En cas d'urgence, l'autorité disciplinaire ordinaire du membre du personnel visé à l'article 59, premier alinéa, peut prendre la décision de suspension provisoire visée à cet alinéa. L'intéressé est entendu sans délai après le prononcé. Cette décision cesse de produire ses effets après dix jours, à moins qu'elle ne soit confirmée endéans ce délai par le bourgmestre ou le collège de police sur la base du dossier, en ce compris l'audition, qui est transmis par l'autorité disciplinaire ordinaire.

En cas d'urgence, l'autorité disciplinaire ordinaire du membre du personnel visé à l'article 59, deuxième alinéa, peut prendre la décision de suspension provisoire visée à cet alinéa. L'intéressé est entendu sans délai après le prononcé. Cette décision cesse de produire ses effets après dix jours, à moins qu'elle ne soit confirmée endéans ce délai par le ministre de l'Intérieur sur la base du dossier, en ce compris l'audition, qui est transmis par l'autorité disciplinaire ordinaire. Le ministre de l'Intérieur associe en la matière le ministre de la Justice de la manière prévue par l'article 60.

**Art. 64.** L'autorité qui prononce la suspension provisoire peut décider que celle-ci comportera retenue de traitement. La retenue de traitement ne peut excéder vingt-cinq pour cent du traitement brut. L'autorité garantit à l'intéressé un traitement net égal au montant de minimum de moyens d'existence tel que fixé en vertu de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyen d'existence. En cas de prestations à temps partiel ce montant est réduit proportionnellement à l'ampleur des prestations.

**Art. 65.** Si, à la suite d'une suspension provisoire, la sanction disciplinaire de l'avertissement ou du blâme est infligée, celle-ci entre en vigueur le jour où elle est prononcée; dans ce cas ainsi que lorsque aucune sanction disciplinaire n'est prononcée, la suspension provisoire est réputée rapportée et l'autorité rembourse le traitement éventuellement retenu à l'intéressé.

Si, à la suite d'une suspension provisoire, la sanction disciplinaire de la retenue de traitement, de la suspension par mesure disciplinaire, de la rétrogradation dans l'échelle de traitement ou dans le grade, de la démission d'office ou de la révocation est infligée, la sanction disciplinaire peut produire ses effets au plus tôt le jour de l'entrée en vigueur de la suspension provisoire; le montant de traitement éventuellement retenu pendant la suspension provisoire, est déduit du montant de la perte de traitement lié à la sanction disciplinaire; si le montant du traitement retenu est plus important que le montant de la perte de traitement lié à la sanction disciplinaire, l'autorité rembourse la différence à l'intéressé.

#### CHAPITRE VII. — Dispositions diverses, modificatives, abrogatoires, transitoires et finales

##### Section 1re. — Disposition diverse

**Art. 66.** Le commissaire général de la police fédérale exerce à l'égard des membres du personnel qui relèvent directement de lui les attributions visées aux articles 19, 2°, b) et 20, 2°, a).

##### Section 2. — Dispositions modificatives et abrogatoires

**Art. 67.** A l'article 126, § 3, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, sont apportées les modifications suivantes :

1° entre le premier et le deuxième alinéa un nouvel alinéa est inséré, rédigé comme suit :

« Est puni des peines portées par l'alinéa précédent, celui qui, sciemment et volontairement, amène de quelque manière que ce soit, un membre du personnel de la police intégrée à qui l'ordre d'une des autorités visées au § 2 a été donné, à ne pas donner suite à cet ordre. »;

2° à l'alinéa 2, qui devient l'alinéa 3, les mots « pour cette infraction » sont remplacés par les mots « pour les infractions visées aux alinéas 1 et 2 ».

Wanneer echter een opsporingsonderzoek loopt of een strafvervolging werd ingesteld wegens de feiten die de voorlopige schorsing motiveren, dan mag de schorsing tijdens de duur van de strafprocedure door de minister van Binnenlandse Zaken of de burgemeester of het politiecollege worden verlengd zonder dat zij de vier maanden mag overschrijden nadat er een gerechtelijke eindbeslissing werd genomen of nadat het dossier werd geseponeerd dan wel de strafvordering vervallen is.

De minister van Binnenlandse Zaken betreft hierbij de minister van Justitie op de wijze bepaald bij artikel 60.

**Art. 62.** Vooraleer de in artikel 59 bedoelde overheden een voorlopige schorsing kunnen uitspreken, dienen zij of hun gemachtigde betrokkene te horen.

**Art. 63.** In geval van dringende noodzakelijkheid kan de gewone tuchtoverheid van het in artikel 59, eerste lid, bedoelde personeelslid, de in dat lid bedoelde beslissing van voorlopige schorsing nemen. Betrokkene wordt onverwijld na de uitspraak gehoord. Die beslissing vervalt na tien dagen, tenzij zij door de burgemeester of het politiecollege binnen die termijn wordt bekrachtigd op grond van het dossier, met inbegrip van het verhoor, dat door de gewone tuchtoverheid wordt overgezonden.

In geval van dringende noodzakelijkheid kan de gewone tuchtoverheid van het in artikel 59, tweede lid, bedoelde personeelslid, de in dat lid bedoelde beslissing van voorlopige schorsing nemen. Betrokkene wordt onverwijld na de uitspraak gehoord. Die beslissing vervalt na tien dagen, tenzij zij door de minister van Binnenlandse Zaken binnen die termijn wordt bekrachtigd op grond van het dossier, met inbegrip van het verhoor, dat door de gewone tuchtoverheid wordt overgezonden. De minister van Binnenlandse Zaken betreft hierbij de minister van Justitie op de wijze bepaald bij artikel 60.

**Art. 64.** De overheid die de voorlopige schorsing uitspreekt, kan beslissen dat die schorsing een inhouding van wedde omvat. De inhouding van wedde mag ten hoogste vijftieng procent van de brutowedde bedragen. De overheid waarborgt aan de betrokkene een nettowedde gelijk aan het bedrag van het bestaansminimum zoals dat wordt vastgesteld krachtens de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum. In geval van deeltijdse prestaties wordt dat bedrag evenredig met de omvang van de prestaties beperkt.

**Art. 65.** Indien, in aansluiting op een voorlopige schorsing, de tuchtstraf waarschuwing of blaam wordt opgelegd, dan gaat de tuchtstraf in op de dag dat ze uitgesproken wordt; in dat geval evenals wanneer geen enkele tuchtstraf wordt uitgesproken, wordt de voorlopige schorsing als ingetrokken beschouwd en de eventueel ingehouden wedde wordt door de overheid aan de betrokkene terugbetaald.

Indien in aansluiting op een voorlopige schorsing, de tuchtstraf inhouding van wedde, schorsing bij tuchtmaatregel, terugzetting in weddeschaal, terugzetting in graad, ontslag van ambtswege of afzetting opgelegd wordt, dan heeft de tuchtstraf uitwerking ten vroegste met ingang van de dag waarop de voorlopige schorsing is ingegaan; het bedrag van de tijdens de voorlopige schorsing eventueel ingehouden wedde wordt in mindering gebracht op het bedrag van het weddeverlies verbonden aan de tuchtstraf; indien het bedrag van de ingehouden wedde groter is dan het bedrag van het weddeverlies verbonden aan de tuchtstraf, wordt het verschil door de overheid aan de betrokkene terugbetaald.

#### HOOFDSTUK VII. — Diverse, wijzigings-, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

##### Afdeling 1. — Diverse bepaling

**Art. 66.** De commissaris-generaal van de federale politie oefent, ten opzichte van de personeelsleden die rechtstreeks onder hem ressorteren, de bevoegdheden uit, bedoeld in de artikelen 19°, 2°, b) en 20°, 2°, a).

##### Afdeling 2. — Wijzigings- en opheffingsbepalingen

**Art. 67.** In artikel 126, § 3, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het eerste en tweede lid wordt een nieuw tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Met de straffen in het vorige lid bepaald wordt gestraft, hij die, wetens en willens, een personeelslid van de geïntegreerde politie tot wie het bevel van een in § 2 bedoelde overheid was gericht, er op enige wijze toe brengt geen gevolg te geven aan dat bevel. »;

2° in het tweede lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden « dit misdrijf » vervangen door de woorden « de in het eerste en tweede lid bedoelde misdrijven ».

**Art. 68.** Les modifications suivantes sont apportées dans la nouvelle loi communale :

1° à l'article 282, 3°, inséré par la loi du 24 mai 1991, les mots « 153, 195 et 216, alinéa 1 er » sont remplacés par les mots « et 153 »;

2° à l'article 286, alinéa 3, inséré par la loi du 24 mai 1991, les mots « au comptable spécial, au commissaire de police, au commissaire de police en chef, au commissaire de police-adjoint, au garde champêtre en chef, au garde champêtre unique, ni au commissaire de brigade » sont remplacés par les mots « et au comptable spécial »;

3° à l'article 287, § 1 er, alinéa 2, inséré par la loi du 24 mai 1991, les mots « au comptable spécial ni au personnel de police » sont remplacés par les mots « et au comptable spécial »;

4° à l'article 288, alinéa 2, inséré par la loi du 24 mai 1991, les mots « au comptable spécial, ni au personnel de police » sont remplacés par les mots « et au comptable spécial »;

5° le titre XIV, chapitre IV, section 2, inséré par la loi du 24 mai 1991, constitué par les articles 289 à 297 inclus, est abrogé;

6° l'article 299, deuxième alinéa, inséré par la loi du 24 mai 1991, est abrogé;

7° l'article 305, § 2, inséré par la loi du 24 mai 1991, est remplacé par la disposition suivante : « Les membres du conseil communal ou du collège des bourgmestres et échevins qui n'étaient pas présents durant l'ensemble des séances, ne peuvent prendre part aux délibérations, ni participer aux votes sur la mesure disciplinaire à prononcer. »;

8° l'article 308, inséré par la loi du 24 mai 1991, est abrogé.

**Art. 69.** Dans la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, les dispositions suivantes sont abrogées :

1° le chapitre II du titre IV, modifié par les lois des 24 juillet 1992, 3 avril 1997, 16 juillet 1997, 10 février 1998 et 25 mars 1998;

2° l'article 29, modifié par la loi du 24 juillet 1992;

3° l'article 33 de la même loi, réintroduit par la loi du 9 décembre 1994 et modifié par la loi du 10 février 1998.

**Art. 70.** Le chapitre VII de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets est abrogé.

### Section 3. — Dispositions transitoires

**Art. 71.** La présente loi est d'application aux membres du personnel visés à l'article 2 nonobstant le fait qu'ils ont, selon le cas, en vertu de l'article 236, deuxième alinéa, de l'article 242, deuxième alinéa, ou de l'article 243, troisième alinéa, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, choisi de rester soumis à leur ancienne situation juridique.

Si, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, tous les corps de police locale ne sont pas constitués, la présente loi est applicable à partir de la date précitée aux membres des corps de police communale, y compris les auxiliaires de police, ainsi qu'aux membres du corps administratif et logistique des corps de police locale qui en application de l'article 235 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, qui n'ont pas encore été transférés au cadre opérationnel ou administratif et logistique de la police locale. Dans ce cas, selon le cas, les compétences reconnues au chef de corps et au bourgmestre ou au collègue de police, sont exercées respectivement par le chef de corps ou le bourgmestre de la commune concernée ou respectivement par le chef de police et le(s) bourgmestre(s) visés dans l'article 249 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégrée, structuré à deux niveaux.

**Art. 72.** Les procédures pendantes lors de la mise en vigueur de la présente loi et portant sur des membres du personnel auxquels cette loi est applicable, sont menées à leur terme conformément aux dispositions applicables avant la mise en vigueur de la présente loi.

**Art. 68.** In de nieuwe gemeentewet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 282, 3°, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1991, worden de woorden « 153, 195 en 216, eerste lid » vervangen door de woorden « en 153 »;

2° in artikel 286, derde lid, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1991, worden de woorden « , de bijzondere rekenplichtige, de commissaris van politie, de hoofdcommissaris van politie, de adjunct-commissaris van politie, de hoofdveldwachter, de enige veldwachter en de brigade-commissaris » vervangen door de woorden « en de bijzondere rekenplichtige »;

3° in artikel 287, § 1, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1991, worden de woorden, « de bijzondere rekenplichtige en het personeel van de politiediensten » vervangen door de woorden « en de bijzondere rekenplichtige »;

4° in artikel 288, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1991, worden de woorden « de bijzondere rekenplichtige en het politiepersoneel » vervangen door de woorden « en de bijzondere rekenplichtige »;

5° titel XIV, hoofdstuk IV, afdeling 2, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1991, bestaande uit de artikelen 289 tot en met 297, wordt opgeheven;

6° artikel 299, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1991, wordt opgeheven;

7° artikel 305, § 2, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1991, wordt vervangen door volgende bepaling : « De leden van de gemeenteraad of van het college van burgemeester en schepenen die niet permanent tijdens het geheel van de hoorzittingen aanwezig waren, mogen niet deelnemen aan de beraadslagingen noch aan de stemming over de op te leggen tuchtmaatregel. »;

8° artikel 308, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1991, wordt opgeheven.

**Art. 69.** In de wet van 27 december 1973 houdende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, worden de volgende bepalingen opgeheven :

1° hoofdstuk II van titel IV, gewijzigd bij de wetten van 24 juli 1992, 3 april 1997, 16 juli 1997, 10 februari 1998 en 25 maart 1998;

2° artikel 29, gewijzigd bij de wet van 24 juli 1992;

3° artikel 33, opnieuw ingevoerd bij de wet van 9 december 1994 en gewijzigd bij de wet van 10 februari 1998.

**Art. 70.** Hoofdstuk VII van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten, wordt opgeheven.

### Afdeling 3. — Overgangsbepalingen

**Art. 71.** Deze wet is van toepassing op de in artikel 2 bedoelde personeelsleden ongeacht de vraag of zij, naar gelang van het geval, met toepassing van artikel 236, tweede lid, van artikel 242, tweede lid, of van artikel 243, derde lid, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, beslist hebben onderworpen te blijven aan hun vroegere rechtspositie.

Indien op de datum van inwerkingtreding van deze wet niet alle lokale politiekorpsen zijn opgericht, is deze wet vanaf voormelde datum toepasselijk op de leden van de gemeentelijke politiekorpsen met inbegrip van de hulpagenten van politie alsook op de leden van het administratief en logistiek kader van de gemeentelijke politiekorpsen die met toepassing van artikel 235 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, nog niet zijn overgegaan naar het operationeel of het administratief en logistiek kader van de lokale politie. In dat geval worden, naar gelang van het geval, de bevoegdheden die deze wet toekent aan de korpschef en de burgemeester of het politiecollege uitgeoefend door respectievelijk de korpschef of de burgemeester van de betrokken gemeente of door respectievelijk de politiechef en de burgemeester(s) bedoeld in artikel 249 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

**Art. 72.** De bij de inwerkingtreding van deze wet hangende procedures met betrekking tot de personeelsleden op wie deze wet van toepassing is, worden afgehandeld overeenkomstig de voor de inwerkingtreding van deze wet toepasselijke regels.

**Art. 73.** Par dérogation à l'article 41, alinéa 2, la première désignation de l'un des deux assesseurs de chaque chambre du conseil de discipline et de son suppléant lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, vaut pour une durée de trois ans renouvelable une fois.

*Section 4. — Disposition finale*

**Art. 74.** Le Roi détermine la date d'entrée en vigueur de la présente loi, qui ne peut être postérieure au 1er janvier 2001.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

J.-L. DEHAENE

Le Ministre de l'Intérieur,

L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Justice,

T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

T. VAN PARYS

—————  
Note

(1) *Session 1998-1999 :*

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi, n° 1965/1. — Avis du Conseil d'Etat, n° 1965/2. — Amendements, n°s 1965/3 à 5. — Rapport, n° 1965/6. — Texte adopté par la commission, n° 1965/7. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1965/8.

*Annales parlementaires :* 24 et 25 mars 1999.

Sénat.

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1332/1. — Projet non évoqué par le Sénat, n° 1-1332/2.

**Art. 73.** In afwijking op artikel 41, tweede lid, geldt de eerste aanwijzing, op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet, van één van de twee bijzitters van elke kamer van de tuchtraad en van zijn vervanger voor een periode van drie jaar en is zij éénmaal hernieuwbaar.

*Afdeling 4. — Slotbepaling*

**Art. 74.** De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze wet, die niet later kan plaatsvinden dan 1 januari 2001.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,

J.-L. DEHAENE

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Justitie,

T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

T. VAN PARYS

—————  
Nota

(1) *Zitting 1998-1999 :*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire stukken.* — Wetsvoorstel, nr. 1965/1. — Advies van de Raad van State, nr. 1965/2. — Amendementen, nrs. 1965/3 tot 5. — Verslag, nr. 1965/6. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1965/7. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1965/8.

*Parlementaire Handelingen :* 24 en 25 maart 1999.

Senaat.

*Parlementaire stukken.* — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1332/1. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, nr. 1-1332/2.

F. 99 — 1824

[C - 99/00392]

**25 MAI 1999. — Arrêté royal déterminant les conditions d'engagement des stewards de football**

**RAPPORT AU ROI**

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à exécuter certaines dispositions de l'article 8 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors de matches de football (ci-après « la loi »). Ces dispositions ont trait à la « sécurité active », c'est-à-dire la mise en œuvre de moyens en personnel et en matériel nécessaire pour garantir le déroulement paisible de l'événement. Plus spécifiquement, est ici réglé le statut des stewards.

La fonction du steward est définie de manière générale à l'article 2, 5°, de la loi, et plus explicitement exposée en ses articles 12 à 17. Il convient à présent d'en définir les conditions générales de sélection, de recrutement et de formation, afin que les stewards de chaque club concerné présentent les mêmes garanties et les mêmes capacités.

Le steward est en effet appelé à jouer un rôle de premier plan dans la manière dont le spectateur « vivra » la rencontre : si l'accueil et l'orientation dans les tribunes sont importants, le spectateur doit également se sentir rassuré par la présence de stewards prêts à intervenir pour calmer les esprits en cas de tension, voire à avertir directement les personnes chargées des secours ou du maintien de l'ordre en cas de tension persistante.

N. 99 — 1824

[C - 99/00392]

**25 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot bepaling van de voorwaarden voor de indienstneming van voetbalstewards**

**VERSLAG AAN DE KONING**

Sire,

Het koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan de handtekening van Uwe Majesteit voor te leggen beoogt de uitvoering van enkele bepalingen van artikel 8 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden (hieronder « de wet »). Deze bepalingen hebben betrekking op de « actieve veiligheid », d.w.z. het inzetten van het nodige personeel en materiaal om het vreedzame verloop van het gebeuren te garanderen. Meer in het bijzonder, wordt hier het statuut geregeld van de stewards.

De functie van de steward wordt op algemene wijze gedefinieerd in artikel 2, 5°, van de wet, en wordt explicieter uiteengezet in zijn artikelen 12 tot 17. Het past om thans de algemene voorwaarden van selectie, werving en opleiding te bepalen opdat de stewards van elke betrokken club dezelfde garanties en dezelfde capaciteiten zouden vertonen.

De steward is immers bestemd om een vooraanstaande rol te spelen in de wijze waarop de toeschouwer de wedstrijd zal beleven : indien het onthaal en de plaatsaanduiding in de tribunes belangrijk is, moet de toeschouwer zich evenzeer gerustgesteld voelen door de aanwezigheid van de stewards, klaar om tussen te komen om de gemoederen te bedaren in geval van spanning, en zelfs om onmiddellijk de personen belast met de hulpverlening of de ordehandhaving te verwittigen in geval van hardnekkige spanning.